

Université : les décrets sont publiés... Seront-ils appliqués ?

Une fois de plus, c'est au cœur de l'été que le gouvernement a publié l'essentiel des décrets et circulaires relatifs aux contre-réformes si massivement rejetées au cours de l'hiver et du printemps dernier.

Cela signe donc la défaite de ce formidable mouvement des universitaires et étudiants ?

Oui et non car si les textes sont parus, pour l'essentiel, ils ne s'appliquent pas, en tout cas pas pour ce qui concerne leurs dispositions les plus contestées.

Sur le statut des enseignants-chercheurs, aucune université ne met aujourd'hui en oeuvre la modulation des services à la hausse (« travailler plus pour gagner pareil ») mais combien de temps durera le répit ? Nul ne peut le dire ! Et dans le cadre des pouvoirs accrus des présidents-managers, on perçoit que ce sera une bataille permanente pour faire valoir ses droits.

Sur la question de la formation et du recrutement des enseignants - dont nous avons toujours dit qu'elle était au coeur de la contestation parce que c'est du statut de tous les futurs enseignants dont il s'agit et certainement pas d'une hypothétique revalorisation pour quelques uns - la situation est là aussi contrastée. Les décrets imposant le nouveau cadre de recrutement des enseignants au niveau master ont été publiés fin juillet, contre l'avis de tous les syndicats mais aussi des instances universitaires (conférences des présidents, des doyens ...), pour autant, la « réforme » est bel et bien repoussée d'un an. Non pas que le gouvernement ait été à l'écoute de la contestation, mais l'absence des fameuses maquettes de master « métiers de l'enseignement » l'a jusque-là empêché d'aller plus loin. Il a donc inventé des mesures transitoires pour cette année auxquelles personne ne comprend rien et qui vraisemblablement ne seront pas appliquées (stages de 108H pour les étudiants qui préparent le concours, stages dont on ne sait s'il doit s'agir de simple observation, de pratique accompagnée ou en responsabilité, équivalence prépa concours - première année de master qui se fera au bon vouloir des équipes pédagogiques dans chaque discipline et chaque académie ...).

Bref, si la mobilisation ne semble pas prête à redémarrer facilement sur les mêmes bases que l'année dernière, il n'en demeure pas moins que nous disposons toujours de l'arme du refus de l'élaboration des maquettes et que ce qui nous a semblé incohérent et dangereux l'an dernier ne s'est pas soudain transformé en un projet équilibré et vertueux. Mais un positionnement plus homogène de la FSU sur l'ensemble de ce dossier aiderait certainement les collègues, en particulier dans les IUFM, à ne pas sombrer dans la résignation.

Pierre-Emmanuel BERCHE, Université de Rouen.

Ça suffit comme ça !

Ouf ! Le monde de la finance respire, un an après la faillite de Lehman-Brothers, les profits sont repartis à la hausse : au cours du 1^{er} semestre, les entreprises du CAC 40 ont empoché 21 milliards de bénéfices. Tous ceux qui pensaient que le capitalisme, « frappé en plein cœur » allait s'écrouler de lui-même en sont pour leurs frais. Silence dans les rangs, le libéralisme a de beaux jours devant lui, finies les critiques, pas une tête ne doit dépasser (surtout celle du président). Pendant la crise, les profits continuent et le chômage n'en finit pas de grimper.

Pour les salariés (avec ou sans-emploi), la crise n'est pas finie, elle aurait plutôt tendance à s'aggraver. Pendant que Lagarde se congratule sur la dépouille de la taxe professionnelle, les plans sociaux pleuvent et les usines ferment par centaines. Le nombre de chômeurs va augmenter de 1.8% cette année, ce qui porte le taux de chômage à 10% (le plus mauvais chiffre depuis 20 ans) !

Face à l'acharnement patronal et gouvernemental, l'attitude des dirigeants des confédérations syndicales est inadmissible. Après avoir passé le deuxième trimestre de l'année à gaspiller la combativité exprimée par des millions de salarié-es le 29 janvier et le 19 mars, depuis les vacances, ils ne proposent aucune action crédible à la hauteur des enjeux. Pire, ils organisent la division et l'éparpillement des luttes secteur par secteur, ce qui conduit des luttes pourtant exemplaires (Mollex, Continental...) à l'échec et les militants syndicaux devant les tribunaux !

La journée « d'action » proposée le 7 octobre ne correspond pas aux enjeux et ne peut pas être la seule perspective. Alors que des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés dans le public comme dans le privé, que le gouvernement s'attaque une fois de plus à la sécu et que la répression s'abat sur ceux et celles qui résistent, c'est d'un mouvement de grève inter-professionnelle massif et unitaire dont nous avons besoin ! Il faut le construire !

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

Consultation nationale

sur la privatisation de la Poste

le samedi 3 octobre

votation citoyenne
dans tout le pays

C'est à nous de choisir !



**POUR NOUS
CONTACTER**

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr
ROUEN : annedesj@orange.fr
27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr
PT AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr
EVREUX : jp.pallois@voila.fr
LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr

Pour les droits des femmes : tou-te-s à Paris le 17 octobre !

En France, en 2009, l'égalité entre les hommes et les femmes reste à gagner : inégalité salariale, précarité et temps partiel imposé, double journée de travail (travail domestique + travail salarié), les femmes représentent 80% des travailleurs pauvres. Les violences faites aux femmes restent une réalité dramatique : une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint, une femme est violée toutes les 10 minutes.

Les femmes sont donc les salarié-e-s les plus fragiles et risquent d'être les premières victimes de la crise. En effet, le gouvernement continue d'aller toujours plus loin dans la casse des acquis sociaux et les conséquences pour les salarié-e-s sont de plus en plus lourdes (plans sociaux, remise en cause du service public...). Nous refusons que les femmes payent la crise. Le Collectif National pour les Droits des Femmes et Femmes Solidaires appellent à une manifestation nationale unitaire le 17 octobre à Paris.

Si les femmes sont les premières touchées, les attaques libérales touchent l'ensemble de la population. Défendre les droits des femmes, c'est défendre les droits de toutes et tous !

Départ de la manifestation 14h30 place de la Bastille

Des départs en car sont organisés au départ du Havre et de Rouen. Le Havre : réservation par mail : cbl46@wanadoo.fr
Rouen : contacter les militants de l'École émancipée

Stéphanie RIO, École E. Vaillant, Le Havre.

Expérimentations Hirsch : externalisations en vue

Le livre vert de la commission Hirsch, qui cherche à appréhender l'insertion des jeunes dans la vie active d'une façon globale, contient des mesures très inquiétantes pour l'Education Nationale. Suite à la publication de ce livre, un appel à projets a été lancé et un certain nombre de projets ont été retenus, académie par académie.

Ils sont proposés par divers organismes : publics (université, conseils généraux, etc.), mais aussi privés ou associatifs (associations catholiques comme les scouts par exemple, mais aussi, dans notre académie, la mission locale de l'agglomération Rouennaise¹).

Les projets retenus sont financés par des deniers publics et laissent libre cours à « l'expérimentation ». Ils concernent le traitement des élèves décrocheurs (dont s'occupent, normalement, la MGI et les conseillers d'orientation-psychologues), mais aussi les actions mises en oeuvre à l'intérieur des établissements pour tout ce qui concerne l'orientation.

Une expérimentation dans l'académie de Créteil évince purement et simplement les copsy et les réduit à de l'événementiel (organisation de salons et forums) tandis que les entretiens seront menés par des contractuels formés en 3 jours à l'orientation et aux techniques d'entretien! Comment peut-on sérieusement faire croire aux jeunes et aux familles que l'orientation sera améliorée grâce à cette mesure?

On assiste donc, à travers ces expérimentations – très diverses selon les académies – à une externalisation du traitement du décrochage et de l'orientation. Alors que les CIO et la MGI sont exsangues, on a pu trouver 65 millions d'euros à redistribuer dans les organismes retenus par Hirsch! Transfert financier, externalisation de missions vers des personnels pas ou peu formés, les expérimentations Hirsch posent en outre de graves problèmes éthiques. On parle, par exemple, dans notre

académie, de commencer à croiser des fichiers d'élèves avec la Mission Locale de l'agglomération Rouennaise...

Désormais, associations et officine privées, parfois sans aucune formation ni compétence adéquates, vont avoir le champ libre pour traiter de la difficulté scolaire et de l'orientation tandis que les Co-Psy et la MGI vont peu à peu être écartés de l'Education Nationale. On voit bien là l'objectif sous-jacent à de tels dispositifs : permettre au privé et à l'associatif de se positionner sur des marchés juteux : la difficulté scolaire, le décrochage, et l'orientation.

Pour avoir une idée des projets retenus par Hirsch :

<http://www.lagenerationactive.fr/files/resultatsAppelPojets1.pdf>

¹ Rappelons qu'une Mission Locale est une association prenant en charge des jeunes descolarisés depuis plus d'un an. L'année suivant la descolarisation, le jeune reste sous la responsabilité de l'Education Nationale, qui doit, à travers la MGI (Mission Générale d'Insertion), lui trouver une formation scolaire ou en alternance. La MGI est financée a minima depuis plusieurs années.

David COULON, CIO Lillebonne.

Pandémie H1N1 : ne pas laisser gripper nos droits !

Sans rire – et dès le mois d'avril – Roselyne Bachelot, ministre de la santé, déclarait : *“La France est le pays le mieux préparé au monde”* pour faire face à la pandémie. 94 millions de doses de vaccin ont été commandés pour le plus bonheur des trusts pharmaceutiques qui vont empocher 1,3 milliard d'euros - en espérant que d'ici à ce que les vaccins soient livrés il ne sera pas trop tard... En attendant, trouver du savon dans les toilettes de nos établissements relève encore souvent du miracle ! Se laver les mains figure pourtant en bonne place des gestes élémentaires pour limiter la propagation du virus !

Cette pandémie arrive à un moment où les suppressions de lits dans les hôpitaux et les fermetures d'hôpitaux de proximité se multiplient. Les moyens actuels ne suffiront sans doute pas à faire face aux hospitalisations suite aux complications grippales et la politique de destruction de l'hôpital public de ces dernières années risque bien de se solder par une mortalité plus grande.

Tout est fait en revanche pour permettre aux entreprises de continuer à faire des profits sur le dos des salariés qui devront dans le cadre des “plans de continuité d'activité” poser leurs congés ou au contraire faire des heures supplémentaires au bon vouloir de l'entreprise.

Quant à l'Education nationale, Luc Chatel veut faire croire qu'une « continuité pédagogique » est possible lorsque des établissements sont fermés. Il suffirait de transmettre aux élèves les cours par internet... Depuis la rentrée, de nombreux chefs d'établissement font pression pour mettre en place les cahiers de textes en ligne, les espaces numériques de travail (ENT), voire les cours en ligne. L'objectif est de profiter de la pandémie pour accélérer la mise en oeuvre d'un dispositif auquel la profession est majoritairement hostile. Qui peut croire que la généralisation d'un enseignement à distance ne concernera que les cas d'établissements fermés - pendant une semaine tout au plus - pour cause de grippe ?

Au-delà, le risque est réel de banaliser l'idée que la présence effective d'un enseignant face aux élèves est secondaire, et que du coup, même malade, l'enseignant peut travailler depuis son domicile... Grippe ou pas, la seule « continuité pédagogique » qu'il nous faut défendre est celle qui passe par la restitution de tous les postes supprimés à cette rentrée qui fait que trop de classes restent sans professeur !

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont-Audemer.